

LE JOURNAL DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION :
ROUBAIX, rue Richard-Lenoir, 13
TOURCOING, 5 bis, rue Nationale

PRIX DES ABONNEMENTS :
Nord et Départements limitrophes :
Trois mois : 4 fr. 50 — Un an : 16 fr.
Les abonnements partent du 1^{er} et du 15 de
chaque mois et sont payables d'avance

SIÈGE ADMINISTRATIF :
Rue de Béthune, 27, à Lille
(TÉLÉPHONE N° 87)

LES MANUSCRITS DE DOIT PAS ÊTRE

Les annonces sont reçues aux Bureaux
du Journal, 37, rue de Béthune, à Lille
et dans toutes les Agences de Publicité.

Les Destructeurs du Monde

par Paul-Yves SEBILLOT

Cet un grand roman d'aventures extraordinaires dans le plein d'originalité.
Dix et nouvelle œuvre, PAUL-YVES SEBILLOT a été obligé de rassembler les aventures les plus extraordinaires et les situations les plus intéressantes. Les conditions les plus extraordinaires, mises en action avec une verve et une imagination merveilleuses, tout frémit et palpite tout à la fois. Le sujet nous transporte dans le monde des luttes héroïques de l'avenir ; ce roman est en effet en harmonie avec les dernières découvertes scientifiques et tout à la fois dans le goût du jour, puisque les découvertes et les inventions les plus remarquables de la science sont représentées plus captivantes.

Les Destructeurs du Monde

peut être lu par tous les lecteurs ; l'intérêt va grandissant jusqu'au dénouement et il sera tenu sans cesse en haleine par les aventures prodigieuses et passionnantes d'un mystérieux et tout puissant aviateur, placé entre sa science, son cœur implacable et son ardent amour.

Lire plus loin :

M. Poincaré et M. Clemenceau : ce qui s'est dit au cours de l'entretien de l'Élysée.

Les incidents militaires à Verdun, des manifestations dans trois casernes ; un café et la G. G. T. tentent de la propagande par les militaires contre la loi de 3 ans et celle de 2 ans.

Pele-Mele-Semaine

Ce tout une semaine de deuil pour ce journal, pour ses amis, pour les républicains de notre région. Nous avons perdu presque subitement le meilleur chef et le plus délicieux des camarades. Tout a été dit durant les huit jours qui viennent de s'écouler, sur Georges Robert, sur son talent, sa bonté, sur son inépuisable bonté et la sagesse de son amitié. Des articles et des discours profondément émus ont dit tout cela, ont montré ce que fut l'impeccable carrière de ce bon journaliste et de cet homme de grand cœur. Il est permis de penser que demain dans toute son ardeur, dans toute sa fièvre, comme si ce grand malheur ne l'avait pas frappé — de jeter des fleurs en son honneur, de jeter des fleurs en son honneur, un bouquet de pensées et de souvenirs sur la tombe à peine close.

Souvent, dans l'avenir, le visage ouvert et la voix chaude d'enthousiasme de Georges Robert, hanteront notre salle de rédaction. Plus d'une fois, aux heures de lutttes ou de travail acharné, nous le chercherons à nos côtés et il nous semblera l'apercevoir, venant à nous, le feutre en bataille, et vibrant encore du discours prononcé ou de la dernière phrase vigoureusement écrite.

Malgré soi, on s'attendait à voir à ce jour un pansache et, aux côtés de celui qui le portait, une épée. Mais il avait si pitié que lui une rude besogne. L'épée d'ailleurs lui fut inutile, car il n'eut pas le temps de l'employer. C'est un homme que l'on peut rendre tout à fait confiant — amis ou adversaires — qu'il se jetait dans la mêlée à visage découvert et qu'il était toujours prêt à soutenir son opinion sur tous les terrains.

Les Armements de l'Allemagne

La loi militaire au Reichstag

La commission du Reichstag a examiné hier les articles de la loi militaire relatifs à la création de nouveaux postes d'officiers. Elle a accepté l'article relatif à la création de nouveaux postes d'inspecteurs armés et de deux inspecteurs de landwehr.

Après une explication confidentielle donnée par le ministre de la guerre, un député socialiste qui avait combattu l'article relatif à la création de nouveaux postes d'officiers, a demandé à la commission de se prononcer en faveur de ces créations.

Lors de la discussion du chiffre de l'augmentation des postes de lieutenant et de sous-officiers, le député du centre Erzberger a expliqué qu'en demandant de diminuer le chiffre proposé, il n'a rien d'autre en vue que de faire passer le budget de la guerre, la majorité de la commission se prononce en faveur de ces créations.

Le général von Wandt proteste contre la diminution proposée par le centre du chiffre des officiers et des sous-officiers. Il rappelle les expériences faites en ce qui concerne le régime qui a vu le jour le plus d'officiers et d'hommes de l'active ont fait de meilleurs besoins que les autres.

Lors du scrutin, la proposition du centre a été acceptée à la majorité grâce aux voix des catholiques et des radicaux.

Ainsi que l'explique le député Erzberger, il ne s'agit pas d'ailleurs d'une mesure définitive. Le centre demande simplement qu'on attende l'arme au pied et en silence le résultat de leurs délibérations.

Qu'il fut nécessaire de renforcer notre défense nationale, il en était persuadé. Il écrit à la fin d'avril dernier : « Un gouvernement qui forme des armées, des forces militaires de l'Allemagne, qui sera réduite à très brève échéance, la France devra prendre des mesures de sûreté et de défense nationale ; il n'est personne qui le conteste. »

MARIAGE PRINCIER

La matinée des souverains à Berlin

Berlin, 24 mai.
L'empereur Guillaume et le tsar ont visité ce matin le musée des Trophées militaires, situé près du château.

Un nouvel honneur, l'empereur Guillaume et le roi d'Angleterre se sont rendus au champ de manœuvres de Tempelhof, où ils ont assisté à une revue de la 1^{re} division de la garde, dit régiment à Reine de Grand-Bretagne et d'Irlande.

Après la revue, le roi d'Angleterre a fait défilé le régiment devant l'empereur. A l'occasion de sa visite, le prince de Galles a été reçu au secrétariat d'Etat, M. de Jagow, et à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, le prince Lichnowsky, le grand-croix de l'Ordre de Victoria.

LES CONFLITS « VOULOIR OU MOURIR » d'Orient

POUR LA PAIX

Les conversations se poursuivent à Londres entre les alliés représentés par le député grec M. Skoulioudis, et Nizami pachà, chef de la délégation ottomane, en vue de trouver une formule qui permette de signer les préliminaires de paix tout en conservant aux intéressés le droit de discuter avec les puissances les questions qu'ils considèrent comme vitales pour eux. On espère que ces négociations aboutiront assez promptement pour que le répit définitif en soit communiqué lundi à la réunion des ambassadeurs, et que mardi ou mercredi la conférence de la paix puisse se réunir à son tour, dans une salle spéciale, fin à la guerre.

Les préliminaires de paix exigent des alliés et de la Turquie elle-même, en effet, définitivement les hostilités, virtuellement arrêtées depuis deux mois à peine, et à produire entre les belligérants tous ses effets, et la prolongation de même que se reprise seraient sans objet. C'est donc la paix tout court que signifie la signature des préliminaires.

Les alliés ont eu les mains libres pour discuter avec l'Europe les questions qu'ils ont à régler avec celle-ci, c'est-à-dire les frontières d'Albanie, l'abolition des régimes financiers. Pour éviter que les décisions des puissances sur certains de ces points ne leur soient préjudiciables, comme l'attitude de la Triple-Alliance le fait craindre, l'effort commun et l'accord complet de tous les alliés sont indispensables. Il en est de même s'ils veulent empêcher que les négociations politiques et économiques résultant de la mise en œuvre des traités de paix ne soient entravées par des demandes de la part de la Turquie.

Les questions auxquelles Bulgares, Serbes et Grecs sont entraînés n'en sont que plus redoutables, surtout lorsqu'ils dégénèrent en conflits sanglants comme ce fut de nouveau le cas entre Grecs et Bulgares près de Mont-Panagion. Ces rencontres, où des soldats épuisés par l'opération se disputent les armes à la main la possession de quelques villages de Macédoine, sont, au reste, également déplorables.

On ne peut pas se permettre de laisser précipitamment Athènes pour se rendre librement en Macédoine, afin de s'entendre avec les commandants des troupes bulgares et de mettre fin à un état de choses qui ne peut que nuire à la paix et à la sécurité.

On ne peut pas se permettre de laisser précipitamment Athènes pour se rendre librement en Macédoine, afin de s'entendre avec les commandants des troupes bulgares et de mettre fin à un état de choses qui ne peut que nuire à la paix et à la sécurité.

Entre alliés Bulgares et Grecs se battent

On est assez inquiet à Saint-Petersbourg des nouvelles qui arrivent des capitales balkaniques. D'après des renseignements tout à fait autorisés les Serbes continuent des préparatifs militaires gardant sous les armes des divisions des premiers et deuxième bans, lorsqu'ils ont été envoyés en Serbie.

D'autre part, les nouvelles officielles d'Athènes indiquent que la politique conciliante de M. Venizelos est extrêmement ébranlée au Parlement grec. Il est même craindre que les hostilités à la signature de la paix de Venizelos trouvent un écho à la cour, dans l'entourage immédiat du roi.

On a quartier général de l'armée, on publie la note suivante :
Le 22 mai, à 5 heures du matin, les troupes grecques, qui se trouvaient dans le village de Rodolovo, ont ouvert un violent feu d'artillerie, de mitrailleuses et de fusils sur les troupes bulgares postées près des ponts de Butchik-Kupruti et de Vokcheta, traversant le fleuve Angita.

Tout d'abord les Bulgares ne répondirent pas à l'attaque des Grecs, mais lorsque l'artillerie fut endommagée le chemin de fer et les lignes télégraphiques, les Bulgares ouvrirent à leur tour un feu violent et commencent leur marche en avant, forçant les troupes grecques à reculer et à s'enfermer dans la direction du golfe d'Orfano.

LES POURSUITES contre un député belge

Le député socialiste Léon Farnemont, contre lequel des poursuites sont intentées pour attentat aux mœurs, avait été convoqué hier matin, à onze heures, dans le cabinet du juge d'instruction, M. de Crombrug, mais il n'a pas répondu à cette convocation.

M. de Crombrug a immédiatement lancé un mandat d'arrêt.

La conférence internationale des sucres

La conférence internationale des sucres se réunira à Bruxelles demain lundi 23 mai.

La maladie du mikado

Le bulletin de santé de l'empereur de Japon, publié le 24 mai, annonce que le nombre de nouveaux cas de la maladie du mikado est de 10.

Le conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni hier matin au Conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Les crédits pour la défense nationale. Le ministre des Finances a exposé la situation financière et a soumis au Conseil le texte du projet de loi autorisant l'ouverture d'un compte spécial de la défense nationale, pour fournir aux dépenses de ce compte l'émission d'obligations à échéance de vingt ans.

L'ÉQUIPEMENT DU BUDGET. Il a ensuite fallu approuver les recettes nouvelles, s'élevant à 200 millions, qui seront proposées pour l'équilibre des budgets de 1913 et 1914.

Le reste de la séance a été consacré à l'exposition des affaires courantes.

LES INCIDENTS MILITAIRES

LES SANCTIONS A TOULON

Toulon, 24 mai.
On croit avoir que les officiers punis à la suite des incidents de samedi et de dimanche seraient au nombre de seize. Les punitions varient de quinze jours à six semaines.

A RODEZ. Le général Sillitoe, commandant la brigade d'Albi ancien colonel du 122^e régiment de ligne, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Rodez, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

A MACON. M. de Lamoignon, ministre de la Justice, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Macdon, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

Le général Sillitoe, commandant la brigade d'Albi ancien colonel du 122^e régiment de ligne, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Rodez, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

A TOULON. Toulon, 24 mai.
On croit avoir que les officiers punis à la suite des incidents de samedi et de dimanche seraient au nombre de seize. Les punitions varient de quinze jours à six semaines.

A RODEZ. Le général Sillitoe, commandant la brigade d'Albi ancien colonel du 122^e régiment de ligne, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Rodez, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

A MACON. M. de Lamoignon, ministre de la Justice, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Macdon, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

Le général Sillitoe, commandant la brigade d'Albi ancien colonel du 122^e régiment de ligne, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Rodez, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

A TOULON. Toulon, 24 mai.
On croit avoir que les officiers punis à la suite des incidents de samedi et de dimanche seraient au nombre de seize. Les punitions varient de quinze jours à six semaines.

A RODEZ. Le général Sillitoe, commandant la brigade d'Albi ancien colonel du 122^e régiment de ligne, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Rodez, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.

A MACON. M. de Lamoignon, ministre de la Justice, a été nommé ministre pour enquêter sur les incidents militaires de Macdon, est arrivé hier soir à 7 heures. Il a commandé ce matin son état-major à la première réunion et a passé ensuite son temps à visiter les casernes, et à entendre les officiers et les soldats.